

Chapitre 13

Les intellectuels et/dans la crise 1988–2004

Tayeb Chenntouf

Où en sont les intellectuels en Algérie ? La question avait suscité de vifs débats dans la décennie 1960–1970. Depuis, de nombreux travaux (thèses, colloques, ouvrages et articles) leur ont été consacrés. L'évolution de l'Algérie et du monde n'a pas manqué, également, de se répercuter directement ou indirectement sur leurs positions et leurs trajectoires.

La période abordée se situe entre 1988 et 2004. Comment les intellectuels font face à une transition dans tous les domaines ? Comment, les principaux événements de la période (libéralisation politique, transition vers l'économie de marché, mondialisation), se répercutent sur les intellectuels ?

Cette contribution est une suite à un texte précédent¹ et s'inscrit, elle aussi, dans les mêmes perspectives. Elle, se place au croisement de l'histoire du présent, marquée par l'irruption brutale de la mondialisation libérale, la crise étatique post-coloniale et les débuts de la transition et une histoire plus longue de la formation d'un groupe social dont les membres revendiquent une même identité sur la base de leur autonomisation par rapport à l'État et à la religion et l'usage de pratiques scientifiques reconnues par la communauté. L'identité des intellectuels est définitivement acquise lorsqu'elle est reconnue par l'État et la société, qui leur reconnaissent des compétences particulières pour interpréter et agir sur le monde.

L'approche est, en second lieu, comparatiste² pour prendre en considération des différentes trajectoires historiques de la constitution du groupe des intellectuels. Elle s'est aujourd'hui imposée en dissipant la référence à une trajectoire unique de la figure de l'intellectuel mais aussi les fausses spécificités ou autres « exotismes ».

Dans cette perspective, la crise ouverte par les émeutes urbaines d'octobre 1988 a, de manière paradoxale, accéléré la naissance de l'intellectuel en Algérie. Elle l'a fait en dépit du constat maintes fois répété de l'absence des intellectuels et des bifurcations vers l'émigration, le consulting et l'expertise et l'entrée en politique de nombreux intellectuels.

L'absence des intellectuels

La complexité des problèmes nés de la crise ouverte en octobre 1988 a pour conséquence directe de mettre en évidence « l'absence des intellectuels ». L'expression, forgée au départ par la presse, est passée dans le langage courant, pour désigner un état de fait de la culture et des intellectuels.

Ils sont doublement sommés. D'abord en fournissant des explications à la crise, à l'islamisme et à la violence. Les difficultés de la mise en œuvre des réformes nécessiteraient également leurs interventions. Enfin, l'irruption brutale de la mondialisation imposerait de réagir à ses conséquences sociales et aux stratégies possibles pour y faire face.

De 1988 à 2002, les activités des intellectuels sont variables dans leur intensité et dans leurs formes. Suite à l'émeute urbaine d'octobre 1988 et à l'instauration du pluralisme politique par la Constitution du 23 février 1989, l'Algérie connaît une véritable implosion culturelle et politique. De nouveaux partis et associations sont créés. L'édition et la presse libre se développent. « Les bouches qui se sont ouvertes » alimentent des débats foisonnants. Entre 1992 et 1995, les assassinats d'intellectuels, de journalistes et écrivains provoquent leur émigration vers la France, le Canada ou les États Unis. Ceux qui restent sur place s'attachent à assurer le fonctionnement des institutions auxquelles ils appartiennent. L'élection présidentielle de 1995 marque un autre tournant. La participation volontaire des électeurs est massive. Les colloques et publications académiques sur la crise, la transition et la mondialisation se multiplient. Les textes politiques ne se différencient pas très nettement des textes académiques. Leur séparation supposée n'est pas pleinement réalisée. Des hommes politiques pratiquent volontiers l'essai historique ou politique. Des universitaires interviennent dans les médias, les journaux ouvrant leurs colonnes aux opinions et aux points de vue. Quelques uns publient sans changement le texte de communications faites dans des réunions scientifiques.

L'émeute populaire d'octobre 1988 a agi comme l'équivalent d'une véritable affaire Dreyfus en Algérie, le silence des intellectuels est constaté de manière dramatique. Au lendemain de l'événement s'ébauchent des critiques et des autocritiques d'intellectuels et d'universitaires. Les questions qu'ils posent au cours de la réunion du 17 octobre 1988 à l'Université H. Boumediène (Alger) sont fort nombreuses. « Qu'avons-nous fait pour éviter ça ? » se demandent-ils. « Les universitaires et les intellectuels doivent avoir la capacité de prévoir et d'éclairer sur les changements. Sommes-nous capables de le faire ? »³.

Leur absence est évoquée avec insistance par la presse.

Un éditorial du quotidien *El Watan* (30-12-1993) est spécialement consacré au silence de « l'élite » qui friserait « la lâcheté ». « Que sont devenus, écrit l'éditorialiste, nos anciens ministres, responsables politiques, universitaires, intellectuels...pour animer le débat démocratique et suggérer des solutions pour sortir du chaos ? À quoi servent « les honorables » docteurs et hauts fonctionnaires si l'environnement juridique, politique, économique et social national était détruit ? Dans tous les pays,

conclut l'éditorial, les juristes, sociologues, politologues, économistes, ingénieurs constituent le fer de lance du développement politique, économique et social national. En Algérie, au moment où le pays souffre d'un déficit chronique de communication et de solutions, notre élite « reste introuvable pour défendre l'État-nation, la République et la démocratie menacée ». Près d'un mois plus tard, le même quotidien s'interroge de nouveau : Pourquoi le silence des intellectuels ? et conclut à une forme de protestation de leur part (29-01-1994)⁴.

Plus récemment, le général Kh Nezzar, ancien ministre de la défense nationale et ancien membre du Haut-Comité d'État dénonce « la complicité par le silence des hommes de religion... », « la fuite de beaucoup d'intellectuels » et le « simplisme débile de certains clercs »⁵ dans un ouvrage publié en 2003. Le mouvement des archs en Kabylie, dénommé aussi Mouvement citoyen, déplore à plusieurs reprises la non intervention des citoyens. Ils devraient, à ses yeux, s'engager à ses côtés et étendre, en dehors de la Kabylie, la revendication citoyenne contenue dans la plateforme politique d'El-Kseur.

Les sciences sociales, dans leur ensemble, se sont trouvées surprises et désarmées par une crise qu'elles n'ont pas été en mesure de soupçonner et encore moins de prévoir⁶. Les textes politiques (discours et programmes des partis, syndicats et associations) font peu de place, et pour cause, à l'analyse strictement intellectuelle. Ils proposent, néanmoins, des images de la crise et des sorties de celle-ci. Les sciences du présent (économie, sociologie, sciences et anthropologie politiques, psychologie et psychanalyse) étaient naturellement les premières interpellées. Une minorité d'islamologues et d'orientalistes en tirent la confirmation, a posteriori, de leurs démarches et des résultats des recherches menées sur le Maghreb, l'Orient et l'Islam. L'anthropologie y trouve ses ultimes justifications face à une modernisation supposée victorieuse trop rapidement et dont les objectifs, pour ses promoteurs, seraient décrétées archaïques ou, au mieux, résiduelles.

Les chercheurs s'intéressent, de manière relativement tardive, à la crise. Le phénomène islamiste qui a été une « surprise » pour nombre d'entre eux retient alors l'attention. Plusieurs universitaires reconnaissent s'être peu intéressés antérieurement au fait religieux ou déclarent leur incompréhension devant les mouvements islamistes. D'autre n'hésitent pas à brûler ce qu'ils semblaient adorer hier (la Nation, le développement, la révolution agraire et l'anti-impérialisme). Les derniers, à l'aide de notions et de concepts issus des recherches les plus récentes, n'hésitent pas à se transformer en néo-réformateurs pour faire bouger l'Islam de l'intérieur. Il serait instructif de suivre dans une perspective d'histoire des sciences sociales, les trajectoires des chercheurs (position personnelle par rapport à la religion et recherches entreprises avant 1980) qui s'intéressent au phénomène islamiste aujourd'hui.

Les analyses plus globales de la crise elle-même recourent à quatre types d'explications. Dans la première, la crise trouverait son origine dans le développement lui-même depuis l'indépendance. Les politiques adoptées et appliquées dans tous les domaines ont transformé la société et sont à l'origine de problèmes nouveaux. Leur résolution serait assurée par la poursuite d'une politique d'inspiration nationaliste. La

mondialisation présente renouvellerait, à la fois, son actualité et sa pertinence. L'approche privilégie le domaine économique (arrêt ou ralentissement du développement ou de la croissance) et débouche sur la nécessité de la conclusion de pactes sociaux.

Dans la seconde, la crise ne saurait être autre chose que celle du « populisme ». Il ne fait pas pour autant l'objet d'une critique systématique. Le « populisme » est en réalité moins visé que le système politique sans qu'il ne soit toujours caractérisé et le régime du parti unique.

Dans la troisième, la crise est celle de l'État rentier. L'explication prend considération, dans cette hypothèse, le rôle central du secteur des hydrocarbures (exportation et fiscalité), la redistribution sociale jusqu'en 1986 et l'effondrement du prix du pétrole sur le marché international.

Le dernier type d'explication retient « la crise civilisationnelle ». Il met en avant son caractère global et privilégie les données de la culture dont la religion. Dans cette perspective, la mondialisation réactive les affrontements entre l'Islam et l'Occident.

Les quatre types d'explications ne sont pas suffisamment systématisés pour être exclusives l'une de l'autre. Elles se chevauchent et reprennent, avec plus ou moins d'importance, l'héritage du nationalisme et du populisme. Elle divergent néanmoins sur les perspectives de sortie de la crise. La complexité des problèmes, les difficultés de réaliser un large consensus social rendent hypothétiques les contributions des intellectuels pour dépasser la crise. L'apport des universitaires à une théorie de la transition est, de ce fait, modeste. Il a été également limité en Amérique latine et dans les pays d'Europe centrale et orientale⁷.

La mondialisation s'introduit dans la réflexion dans le sillage de l'endettement et des interventions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les négociations en vue de l'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce et de l'accord d'association avec l'Union européenne font l'objet de colloques organisés notamment par les économistes. Les partenaires publics et privés (gouvernement, syndicats et organisations patronales) en débattent régulièrement. La nature elle-même de la mondialisation n'est pas directement et explicitement analysée. De la même manière, les relations causales entre la mondialisation et la crise locale sont peu évoquées à l'exception notable de l'évolution du prix du pétrole et du gaz sur le marché mondial.

L'expert, le politicien et l'émigré

L'éclatement du groupe des intellectuels n'est pas un fait radicalement nouveau. Cependant, il s'accélère entre 1988 et 2002. Trois trajectoires sont possibles : l'expertise et le consulting, l'entrée en politique et l'émigration. La mondialisation, les nouvelles orientations économiques et sociales et le pluralisme politique instauré par la Constitution du 23 février 1989 agissent puissamment dans ce sens. Les dictionnaires biographiques et les annuaires permettent de suivre les trajectoires principales.⁸

L'émigration est antérieure à 1988. Les flux qui sont modestes avant cette date se gonflent entre 1992 et 1995, en partie à cause des assassinats des intellectuels,

journalistes et écrivains. Le retour relatif de la sécurité, ne l'a pas tari entre 1995 et 2002. Les données relatives à ces départs, devenus définitifs, sont peu nombreuses et éparées. Cependant le Conseil national économique et social leur a consacré une partie de l'ordre du jour de sa 21^e session ordinaire en décembre 2002⁹.

Près de 400.000 cadres, intellectuels et scientifiques dont 3.000 informaticiens quittent l'Algérie entre 1992 et 1996, années de la plus forte émigration. Ils représentent l'équivalent de ce qu'ont formé les universités algériennes pendant dix ans. Les secteurs de la recherche, de la médecine, des nouvelles technologies et, dans une moindre mesure, les hydrocarbures sont les plus concernées. La dégradation des conditions de vie et de travail, à partir du milieu de la décennie 1980-1990 explique « la fuite des cerveaux ». La bureaucratie universitaire, le clientélisme, la corruption matérielle et morale, l'insécurité urbaine pousse à l'exil.

En 2002, 300 informaticiens algériens sont recrutés en Allemagne au titre de la Green Card. En France, plus de 7.000 médecins algériens sont en exercice sur un total de 10.000 étrangers. Aux Etats Unis, la communauté algérienne, forte de 18.000 personnes, compterait 300 chercheurs scientifiques de haut rang. Près de 90% de ces élites ont bénéficié d'une formation en Algérie avant de poursuivre leur cursus dans les universités européennes. Pour la seule période comprise entre 1992 et 1996, la perte s'élèverait à près de 40 milliards de dollars en coût de formation¹⁰.

D'autres intellectuels abandonnent les institutions scientifiques et culturelles tout en demeurant sur place. Ils deviennent de « nouveaux entrepreneurs » ou s'engagent dans des activités de conseil et d'expertise.

De nombreux universitaires abandonnent l'université pour se lancer dans la création d'entreprise. Les départs les plus favorables se situent dans les filières des sciences économiques et commerciales et l'informatique. L'autorisation de la médecine privée provoque un départ massif des médecins et spécialistes des établissements hospitalo-universitaires. La profession d'avocat est souvent cumulée avec un poste à l'université tout en devenant l'activité principale des concernés. Le marché de l'expertise et du consulting, totalement inexistant avant 1988, devient une réalité avec la privatisation des entreprises publiques, l'encouragement de la création d'entreprises privées, la libéralisation du commerce extérieur et l'activité soutenue des organismes internationaux comme la BM, le PNUD, l'UNICEF et l'UNESCO.

Le conseil et l'expertise interviennent lors de la création de nouvelles entreprises pour la gestion des ressources humaines ou de la communication et dans le domaine de la comptabilité et de la fiscalité. Ils sont souvent cumulés avec les fonctions d'enseignants-chercheurs. Les profils des sciences commerciales et de gestion sont les plus sollicités. Les sociologues réalisent pour le PNUD ou la BM des enquêtes pour les projets d'habitat, de développement durable et de développement rural. Le conseil en gestion des ressources humaines a atteint un niveau appréciable pour nécessiter la création d'une Association algérienne de gestion des ressources humaines. Elle est créée en juin 2001. Selon le directeur de Hommes et entreprises, les capacités et les compétences locales sont méconnues et dispersées. L'association se propose de mobiliser « la matière grise »¹¹.

Le Ministère de la PME-PMI organise, en décembre 2002, une rencontre entièrement consacrée au consulting et à l'expertise. Le constat est accablant. Le recours à l'expertise étrangère atteint un coût excessif. La rémunération d'une étude oscille entre 50.000 et un million d'euros. Un expert étranger employé à plein temps par une entreprise algérienne revient en moyenne à 10.000 euros par mois. L'expertise étrangère serait, par ailleurs, inefficace selon le ministre puisque « le pays ne dispose toujours pas de vision claire ». L'organisation de l'expertise et du consulting locaux est nécessaire pour la mise à niveau des entreprises, l'amélioration de leurs performances pour affronter la concurrence lors de la levée des barrières douanières¹².

L'entrée en politique est une troisième trajectoire potentielle pour les intellectuels. Elle représente la voie royale de la réussite sociale. De nouvelles générations d'intellectuels mettent à profit la relative élasticité du marché politique pour entamer une nouvelle carrière.

Les années 1980-1990 coïncident avec l'arrivée d'une nouvelle génération politique. Ses membres sont nés après l'indépendance et n'ont pas fait l'expérience de la colonisation et de la lutte anti-coloniale. Ils sont, par ailleurs issus du système éducatif algérien et formés selon les programmes, et, pour la quasi-totalité, en langue arabe. Leur composition est extrêmement hétérogène mais tous aspirent à la gestion des affaires. La troisième génération cherche à entrer dans la vie politique actuellement. Elle a commencé à militer dans des associations, syndicats et partis politiques après octobre 1988 dans le contexte du multipartisme. L'encadrement du Mouvement des citoyens en Kabylie est représentatif de cette génération qui n'en est qu'à ses débuts.

La filière administrative du recrutement du personnel politique est empruntée par les diplômés des universités. Des ingénieurs, médecins, économistes accèdent à des fonctions politiques après une carrière de gestion dans les entreprises publiques et dans l'administration. Entre 1985 et 1990, 1800 nominations par décret ont été faites alors qu'il y a moins d'un millier de postes qui relèvent de cette procédure. En cinq ans, l'ensemble du personnel supérieur de l'Etat a été renouvelé deux fois¹³.

Plusieurs universitaires exercent des fonctions parlementaires ou ministérielles. Après la constitution du 23 février 1989 et la loi sur les associations, d'autres sont à l'origine de la création de nouveaux partis politiques, de syndicats et d'associations. En une année, 60 partis politiques nouveaux sont créés. Parmi les fondateurs du PRA se trouvent un économiste et un vétérinaire. Le leader du RCD est un psychiatre. Les partis islamistes encadrent les nouvelles élites plus sensibles à l'Islam et à l'arabité. A. Djabbalah, président du MRN est un ancien étudiant de sociologie de l'université de Constantine où il participait aux activités syndicales estudiantines. Le RND est créé en 1995 pour pallier le discrédit qui touche le FLN. Dès sa création, il lance un appel aux intellectuels. L'actuel secrétaire général est un ancien élève de l'ENA d'Alger. Arrivé au secrétariat général du FLN, Benflis entend renouveler grâce aux intellectuels, aux jeunes et aux femmes la composante et l'encadrement du parti. L'objectif serait d'assurer la relève de la génération de l'indépendance.

La naissance de l'intellectuel

La dernière trajectoire est représentée par la naissance paradoxale de la figure de l'intellectuel¹⁴. Elle s'inscrit dans une histoire longue mais s'accélère entre 1988 et 2004. Les premiers ébranlements du modèle de l'intellectuel traditionnel sont anciens puisqu'ils remontent à la fin du 19^e siècle. Plusieurs générations d'intellectuels se succèdent depuis cette date mais ils ne construisent leur autonomisation qu'aujourd'hui¹⁵. Le processus est en cours mais la question de leur professionnalisation et de leur autonomie par rapport à l'État et à la religion émerge pour la première fois. Le chemin parcouru est impressionnant. La typologie établie par A. Laroui, dans les années 1960-1970, est dominée par l'intellectuel « salafi » réformateur. L'autonomisation et la professionnalisation sont les traits marquants du nouvel intellectuel. Il n'échappe pas pour autant à la responsabilité sociale qui lui incombe. Enfin, armé d'une nouvelle légitimité, il est en mesure de poursuivre, à travers ses fonctions intellectuelles, la critique de tradition et de la mondialisation.

L'autonomisation des intellectuels légitime d'abord leur propre existence en tant qu'intellectuels. Elle est aussi celle des sciences sociales et humaines, de la culture et de l'art. Les activités intellectuelles ne se focalisent plus sur l'État mais, événement nouveau, sur la société.

Il revient à R. Mimouni, romancier d'expression française, de faire de la séparation de l'intellectuel et du politique un principe cardinal. Dans les propos qu'il tient au mensuel *Parcours maghrébins* émergent les deux faces de l'intellectuel. Véritable Janus, il est à la fois homme et citoyen, homme politique et intellectuel. De ce dédoublement résulte le dédoublement de ses activités, ce qui explique qu'il a besoin de s'exprimer en dehors de sa production pour donner des idées, des opinions, des projets. « Mais, en aucun cas, ajoute-t-il, il ne faut confondre l'homme politique et l'intellectuel, le premier cherchant à changer la réalité, le second à la juger, à l'analyser »¹⁶. Les déclarations de S. Benaïssa à propos du théâtre vont dans le même sens. « Dans toute société, il y a deux sphères, écrit-il : la sphère culturelle et la sphère politique. Chez nous, ces deux sphères se sont toujours superposées »¹⁷.

L'autonomisation des sciences sociales et humaines est le résultat d'un double mouvement. L'État et l'administration, face à la complexité des problèmes et des réformes engagées éprouvent le besoin de ces disciplines. Dans cette optique, elles ont une fonction instrumentale pour l'application des nouvelles orientations politiques. Les universitaires tentent, eux, de se libérer à la fois de l'État et du nouveau marché. Ils revendiquent l'autonomie et la légitimité de leurs spécialités comme des disciplines scientifiques pour les soustraire au discours étatique. L'autonomisation des intellectuels est d'abord et avant tout la contestation de plus en plus systématique et explicite du monopole des idéologues de l'État et du parti unique. La littérature, le journalisme, par exemple, cessent d'être un écho ou un redoublement du discours étatique pour commencer à exister par eux-mêmes et pour eux-mêmes. L'essor des sciences sociales, perceptible à travers l'édition, malgré une conjoncture très difficile (Plan d'ajustement structurel, violence) traduit le rejet de l'idéologie

d'État et la légitimité de connaissances et de pratiques d'une autre nature. Les sciences sociales ou la sociologie politique qui étaient absente avant 1988 donnent lieu à de nombreux travaux. La recherche historique se conforme de plus en plus aux canons du « métier d'historien ».

La professionnalisation à l'université, dans le journalisme, le cinéma ou la littérature s'accroît. Les spécialistes délimitent leur propre statut en découvrant de nombreux problèmes, de nouvelles méthodes et l'ouverture à l'édition mondiale.

La fascination de l'État cesse¹⁸ pour laisser place à la découverte ou la redécouverte de la société. Le regard, tourné jusque là vers le haut, s'oriente vers le bas. Des questions peu ou pas abordées jusque là le sont dorénavant. Les femmes, les jeunes, la violence, le travail, la famille, le mariage et les mouvements migratoires sont traités par la recherche universitaire et le journalisme.

La professionnalisation convoque les règles de la rigueur et de l'objectivité. La réflexion intellectuelle est plus marquée par une certaine modestie et le respect des règles du métier. Les enquêtes sociologiques empiriques sont plus nombreuses sans se détacher pour autant du souci de la généralisation et de la théorie. En histoire, les notions de fait, d'événement, le recours obligé à l'archive et au document deviennent incontournables. Un certain positivisme scientifique apparaît dans les projets de recherche. Cependant, la révolution historiographique est encore loin d'être achevée. Le rapport au passé et à l'histoire est encore caractérisé par un intérêt plus grand pour certaines périodes historiques au détriment d'autres et pour certains aspects de l'histoire plus fréquemment abordés que d'autres. La discipline historique reste dominée par les études sur le nationalisme et la guerre d'indépendance. Cette dernière est à l'origine de nombreux débats et polémiques sur les hommes, les orientations et les institutions de la guerre d'indépendance. Un ouvrage de A. Kafi déclenche une violente polémique dans la presse sur le rôle joué par A. Ramdane et le congrès de la Soummam, tenu en 1956.

La professionnalisation s'accompagne également d'un intérêt plus grand porté à la recherche mondiale. L'édition autochtone et l'importation des ouvrages fournissent une meilleure connaissance de la littérature mondiale. Les traductions, notamment du français à l'arabe, sont plus nombreuses. Le fait le plus saillant réside sans doute dans l'ouverture aux travaux autres qu'en langue française. Les recherches anglo-saxonnes dans les domaines de l'anthropologie, de la sociologie et des sciences politiques sont mieux connues par les chercheurs. Les sciences économiques et la sociologie américaine, par exemple, exercent une influence de plus en plus grande. Dans les universités, les programmes de coopération, les séjours à l'étranger jouent dans le même sens. Les citations et les références bibliographiques sont l'indice le plus sûr des nouvelles préoccupations de la recherche.

L'autonomisation des intellectuels de l'État et du politique, loin de signifier leur désengagement des problèmes de la Cité, leur impose de repenser leur responsabilité sociale. Leur compétence et leur savoir légitiment dorénavant leurs interventions. La défense de l'éducation, de la science et de la culture les concerne au premier chef. Leurs prises de position dans le débat public éclairent les problèmes et les choix

possibles. Ils le font à titre individuel ou à travers les syndicats et les associations qu'ils créent.

L'enseignement supérieur et la recherche sont, doublement soumis aux pressions de l'administration et aux injonctions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les critiques portent sur la gestion de l'université elle-même (nominations des responsables et clientélisme). Le témoignage d'un enseignant de la Faculté des sciences politiques et de l'information de l'Université d'Alger est significatif. Il rappelle que les enseignants ont demandé « l'adoption d'un nouveau statut de l'enseignant afin de mettre fin aux pressions du pouvoir politique »¹⁹. Un syndicaliste dresse un sombre tableau de l'Université de Tizi-Ouzou. « Depuis quelques années, écrit-il, il semble même se produire un processus cyclique d'implosions successives qui donne lieu à une décomposition et à une perte quasi généralisée des repères éthiques et professionnels de l'université. L'objectif plus ou moins conscient des différents acteurs politiques est d'asseoir leur hégémonie sur l'université, remettant en cause toute autonomie de pensée et d'action de cette dernière »²⁰. Les enseignants-chercheurs sont formellement associés aux projets de réforme de l'université. Leurs contenus suscitent des réserves sérieuses qui ne sont pas prises en compte. La réforme dite LMD (licence, master, doctorat) est récusée en raison de son alignement sur le modèle de l'université anglo-saxonne. Elle serait, par ailleurs, conforme aux orientations de la Banque mondiale dans le domaine de l'enseignement supérieur.

En dehors de l'université, les intellectuels interviennent dans le débat public. Il en est de même des journalistes, des écrivains et des cinéastes. La nouveauté réside dans le fait qu'ils le font maintenant au titre de leur compétence particulière et avec les moyens qui leur sont propres. Plusieurs cinéastes s'attachent, à travers la télévision et le cinéma, à retracer la violence et ses conséquences, notamment parmi les populations les plus fragiles que sont les femmes et les enfants. Une nouvelle génération d'écrivains est à l'origine de ce qui est devenue « une littérature de la crise ». Elle allie la fiction et la narration à l'essai politique pour aborder les causes et les conséquences de la crise. Y. Khadra et B. Sansal remontent, dans leurs romans, aux origines lointaines et aux responsabilités de la crise.

Les universitaires se manifestent doublement. Ils le font dans la presse en publiant de nombreux points de vue. Quelques-uns n'hésitent pas à publier les textes de communications et d'articles de revues dans les journaux sans aucune modification. Des journaux, dont le Quotidien d'Oran, El Watan et El Khabar, publient des suppléments hebdomadaires entièrement rédigés par des intellectuels. Des universitaires sont à l'origine de la création de l'Association sur la mondialisation ou participent au Forum social méditerranéen. Si l'Appel des intellectuels arabes en faveur des réformes rencontre peu d'écho, les deux Rapports sur le développement humain dans le monde arabe publiés en 2003 et 2004 par le Programme des Nations Unies pour le développement font l'objet de discussions et de débats. La prise en compte du phénomène de la mondialisation est relativement lente. Elle devient un thème d'étude et de réflexion à partir des années 1995-1996.

Le changement de la place et du rôle des intellectuels se traduit enfin par la création de communautés professionnelles. Ils mettent à profit la libéralisation politique entraînée par la Constitution de février 1989 pour s'organiser dans le cadre de syndicats et d'associations. Les journalistes sont les premiers à le faire. Les enseignants-chercheurs donnent naissance à deux syndicats : l'Association nationale des professeurs et maîtres de conférence (ANPMC) et le Conseil national de l'enseignement supérieur (CNES). L'organisation autonome des intellectuels se heurte à des obstacles nombreux et persistants. La syndicalisation et la participation aux associations sont relativement faibles. En outre, syndicats et associations sont manipulés et instrumentalisés aussi bien par leurs dirigeants que par l'administration. Deux grandes grèves menées dans l'enseignement supérieur se sont terminées par des demi-succès. Le pluralisme syndical n'est pas totalement reconnu par l'administration universitaire.

Au total, le chemin parcouru depuis les années 1960-1970 est impressionnant. L'autonomisation et la professionnalisation sont les traits marquants du nouvel intellectuel dans la décennie 1990-2000. Armé d'une nouvelle légitimité, il est en mesure de poursuivre la critique de la tradition et de la mondialisation

Le premier examen est celui de la tradition. Elle est aussi bien religieuse que politique.

Une première traditionalisation intervient dans la seconde moitié du 19^e siècle. Elle est une réaction aux pressions et interventions diplomatiques et militaires européennes puis à la colonisation française. Elle touche les structures sociales, la culture et la pensée. La presse et l'historiographie de la fin du 19^e siècle témoignent des soucis de la défense de Soi face à l'entreprise coloniale.

Une seconde traditionalisation suit la proclamation de l'indépendance en 1962. Elle émerge massivement dans la décennie 1980-1990. L'interprétation de la religion réactive la Charia (loi musulmane) et le modèle de la Cité du 7^e siècle. Les États, ne poursuivant d'autres fins que celle de leur propre reproduction, se traditionalisent également.

La critique de la tradition, entamée déjà, reste encore à faire. Elle passe par l'historicisation de la société algérienne. L'esprit historien a fait peu de progrès malgré les apparences. L'anti-historicisme est aujourd'hui plus aigu que jamais. La tradition sous les habillages les plus divers, est érigée en norme et sa réactivation en finalité ultime. La pensée algérienne n'a pas tout à fait tranché les nœuds gardiens qui commandent l'accès au progrès et à la liberté. Des questions aussi cruciales que celle de la raison, de la science et de devenir historique sont toujours pendantes.

L'historicisation, avec toutes ces implications culturelles et intellectuelles de la société algérienne serait à même de faire avancer la solution de problèmes devenus urgents. Des approches strictement historiques éloigneraient d'une tradition politique et religieuse encore omniprésente et dont la critique, entamée au 19^e siècle n'est pas encore achevée. « Le règne de la critique », selon la belle expression de R. Kosseleck, est encore à advenir.

La notion de mondialisation ou de globalisation dans les pays anglo-saxons, apparue d'abord dans les médias, s'est peu à peu imposée dans les sciences sociales jusqu'à devenir aujourd'hui incontournable. En Algérie, elle est introduite dans la réflexion et les débats par effraction dans le sillage de l'endettement et des interventions de la banque mondiale et du fonds monétaire international. Les mutations qui l'accompagnent et la constituent, ses conséquences lointaines ne sont pas suffisamment perçues et prises en considération. Sa véritable signification reste obscure ; de plus, elle risque de masquer la naissance de « l'Amérique monde » (A Valladéo).

Peu de réflexions ont été consacrées au statut scientifique de la mondialisation qui correspond moins à un état de fait existant déjà qu'à un « projet normatif » (Z. Laidi) de réorganisation du monde²¹.

Elle est sans doute plus familière à l'histoire et aux historiens pour qui la question serait plutôt de cerner avec précision en quoi elle constitue une nouveauté radicale qui justifierait l'utilisation d'un vocable nouveau. Elle serait également de savoir si, dans le prolongement d'une première mondialisation, les processus actuels dessinent ou non les contours d'un monde global devenu « un village planétaire ».

Le démarrage de la mondialisation intervient à la fin du 15^e et au début du 16^e siècle. Elle s'élargit et se renforce aux 19^e et 20^e siècle²² avec la colonisation, les protectorats et les mandats de la Société des nations. Cette première mondialisation est bien décrite et analysée, selon des perspectives plus ou moins critiques, par la recherche historique. Elle est surtout économique et financière puis technique (F. Braudel et I. Wallerstein). Les changements de la décennie 1980-1990 prolongent les processus antérieurs. La nouveauté réside dans la révolution des transports aériens et des communications. Elle « globalise » encore plus le monde en intensifiant les mouvements de population (émigration et tourisme) et culturels (Internet).

La mondialisation ne doit pas masquer d'autres transformations qui aboutissent à l'avènement de « l'Amérique-monde » (A. Valladéo). Les deux phénomènes ne coïncident pas totalement²³. Le second est d'ordre politique, diplomatique et militaire. Le monde est devenu unipolaire avec les États Unis comme « hyper-puissance » (H. Védrine). Il ne s'est pas seulement globalisé mais devenu unipolaire avec la chute du mur de Berlin en 1989. Les États Unis sont aujourd'hui la puissance dominante à l'échelle de la planète. Un tel état du monde ne s'est pas produit depuis la chute de l'empire romain.

À la veille de la première guerre mondiale, les États Unis se montrent isolationnistes et uniquement préoccupés par les problèmes de l'Amérique du sud et des Caraïbes. Leur entrée dans la guerre européenne les fait intervenir pour la première fois dans les affaires du monde. La seconde guerre mondiale rompt définitivement leur isolationnisme. La guerre froide, après 1948, les implique encore plus dans la diplomatie mondiale. Les États Unis deviennent les leaders du « monde libre » face à l'empire soviétique. Ils définissent et organisent la défense de l'Europe et de l'Occident en pratiquant une politique d'endiguement (containment). La disparition de l'Union soviétique en fait l'unique puissance mondiale. Elle est la première force militaire dans le monde. L'écart scientifique et technologique avec les autres

continents et pays est largement en sa faveur. Après la brève euphorie de « la fin de l'histoire » (F. Fukuyama), les États Unis affirment toute leur puissance et les nouvelles orientations politiques et diplomatiques²⁴.

L'organisation des Nations Unies, le multilatéralisme et le droit international sont mis à mal.

Le projet d'un monde multipolaire est sérieusement battu en brèche. G. Soros en observateur de la politique étrangère américaine après le 11 septembre 2001 considère qu'elle a pour objectif la recherche de la domination du monde. Son commentaire, malgré sa longueur, mérite d'être entièrement cité. « La manière dont Bush et son administration ont exploité le 11 septembre 2001 et la direction dans laquelle ils conduisent le monde m'amène, écrit-il, à penser que nous ne sommes pas dans une situation normale. Il ne s'agit plus d'une crise du capitalisme comme je l'ai écrit dans un de mes livres, mais d'une recherche de domination du monde, qui a pour prétexte la lutte contre le terrorisme. La trop rapide et trop facile victoire militaire des États Unis en Irak les a renforcés dans l'idée fautive et dangereuse, que, dotés d'une puissance militaire sans équivalents, ils peuvent viser et atteindre leur objectifs internationaux par la force »²⁵

En conclusion, la crise a rendu possible la naissance de l'intellectuel. Tous les changements ne lui sont pas redevables puisque certains relèvent de la longue mutation de la figure de l'intellectuel depuis la fin du 19^e siècle.

En guise de bilan, deux remarques peuvent être faites. L'autonomisation et la professionnalisation ne débouchent pas de manière automatique sur la formation d'une communauté scientifique et culturelle. Les intellectuels ne représentent pas un collectif face à leurs partenaires habituels que sont l'État et la société. Les échanges se sont intensifiés à travers la presse, les colloques et congrès, l'édition d'ouvrages mais leur plus grande diffusion butent sur des obstacles encore.

Au total, et c'est la seconde remarque, les sciences sociales et humaines ont réalisé des progrès modestes. Cependant, les tendances récentes contribuent à la détotalisation et à la décomposition de l'idéologie d'État. Dans les études historiques, par exemple, l'hégémonie de l'histoire officielle est sérieusement entamée. Les historiens eux-mêmes doutent de la pertinence sociale et intellectuelle du discours officiel sur l'histoire et le passé. L'élément nouveau réside dans le « besoin » de sciences sociales et humaines et dans la légitimité qui leur est désormais reconnue. Les conditions semblent exister pour que naissent, à la fois, la figure de l'intellectuel d'un côté et des sciences sociales et humaines de l'autre.

Notes

1. «La naissance des démocraties. Les intellectuels, la culture et la démocratie en Algérie et au Maghreb» dans Ouvrage collectif. *L'Algérie : des principes de novembre à l'ajustement structurel*. Dakar, CODESRIA, 1999, pp 131-153.
2. Voir ouvrages cités dans la bibliographie.
3. *Algérie Actualité*, n° 1201, 20-26 octobre 1988.

4. « La naissance des démocraties. Les intellectuels, la culture et les démocraties en Algérie et au Maghreb », op. cit.
5. A. Bouteflika. *L'homme et son bilan*, Alger, Éd APIC, 2003.
6. B. Ravenel note avec un accent autocritique que « celui qui, il y a trente ans, aurait osé pronostiquer que l'Algérie en viendrait à s'interroger sur l'adoption d'une loi coranique serait apparu comme un fou et comme hors de l'histoire » (« La gauche française au miroir de l'Algérie », dans la revue *Mouvements* et le *Quotidien d'Oran*, 26 juillet 2001).
- 7- Les premières expériences de transition ont été latino-américaines mais les études les concernant proviennent essentiellement des universités et « think tank » américains. Il en est de même pour les pays d'Europe centrale et orientale. (Z. Laïdi, *L'ordre mondial relâché. Sens et puissance après la guerre froide*, Paris, PUF, 2000).
8. A Cheurfi, « La classe politique algérienne de 1900 à nos jours », *Dictionnaire biographique*, Alger, Casbah, 2001 et R. Benyoub, *L'annuaire politique de l'Algérie*, Alger, Impression ANEP, 1999. Dans une perspective comparatiste, se reporter au compte-rendu d'une enquête au niveau africain sur l'évolution des universitaires fait par. A. El Kenz, « Les chercheurs africains, une élite ? », *Revue africaine des livres*, octobre 2004, vol.1, n°1.
9. Voir également l'article de Lyès Boukra qui reprend les informations du CNES dans la *Revue Arabie* du mois d'octobre 2003.
10. Se reporter à A. Belkaid, *Un regard calme sur l'Algérie*, Paris, Le Seuil, 2005 et le film qu'il a réalisé avec M. Lainé. Les Mutants. Portraits d'Algériens en exil.
11. *Liberté*, 26 décembre 2002.
12. *Le Quotidien d'Oran*, 24 et 28 décembre 2002.
13. M. Boukhobza, *Algérie-Actualité*, 8-14 octobre 1992.
14. La question de la naissance de l'intellectuel est abordée par une abondante littérature. En France, par exemple, Ch. Charles situe dans la décade 1880-1890 et à l'affaire Dreyfus la naissance de l'intellectuel. (*Naissance des « intellectuels »*, Paris, Éd de Minuit, 1990) et également ses contributions dans les Actes de la recherche en sciences sociales). A. Labdaoui aborde la même question pour le monde musulman en considérant que les intellectuels n'ont pas cherché à construire leur autonomie (*Intellectuels d'Orient. Intellectuels d'Occident*, Paris, L'Harmattan, 1996). Dans un second ouvrage, il retient A al Jabri, F. Mernissi et A. Laroui comme représentatifs des nouveaux intellectuels (*Les nouveaux intellectuels arabes*, Paris, L'Harmattan, 1993).
15. Lors du 30e anniversaire du CODESRIA, plusieurs communications ont été consacrées aux intellectuels, voir E. Masinda, « Attempting a Critique of Theoretical Charters in African Intellectual Discourses » et Hanington Hochwada, « Historians, Nationalism, and Panafricanism: Mythes and Realities ».
16. *Parcours maghrébins* n° 25, février 1989.
17. *El Moudjabid*, 22-23 septembre 1989.
18. « Nos élites ont la fâcheuse habitude de regarder vers le haut, du côté des Tagarins et d'El Mouradia. Rarement vers le bas » (*Le Matin* 31-7-2003).
19. *El Watan*, 20-1-2004.
20. *Les Débats*, 8-10-octobre 2003.
21. « Le terme de mondialisation est à la fois descriptif et normatif, de sorte qu'il sert à la fois d'explication bien pauvre il faut le dire et d'idéologie dominant à présent la pensée, les pouvoirs et la pratique politique (...) En tant que norme, la mondialisation implique la

- libération des marchés nationaux et du marché mondial, suivant la croyance selon laquelle la libre circulation du commerce, des capitaux et de l'information produira le meilleur résultat pour la croissance et le bien-être de l'humanité » (J. Petras et H. Veltmeyer, *La face cachée de la mondialisation. L'impérialisme au XXI^e siècle*, Paris, 2002, p 9).
22. S. Berger s'attache surtout à analyser le tournant des années 1870-1914 (*Notre première mondialisation*, Paris, Le Seuil, 2003).
 23. Juste avant le bombardement de l'OTAN contre la Yougoslavie Th. Friedman, éditorialiste célèbre du *New York Times* formule, de manière explicite le lien entre la mondialisation et la puissance américaine. (*The Lexus and the Olive Tree*. Farrar Strauss and Gyrour, New York, 1999, pp 372-373).
 24. La nouvelle doctrine américaine est exposée dans le Project for the New American Century (Projet pour le nouveau siècle américain) publié en septembre 2000. Voir également G. W. Bush, La stratégie de sécurité nationale des États-Unis. Une nouvelle ère, Washington, 20 septembre 2002.
 25. Cité dans *Jeune Afrique/L'intelligent*, n° 2233, 26 octobre 1^{er} novembre 2003.

Bibliographie

Les sources sont représentées essentiellement par la presse qui a été dépouillée de 1988 à 2004, la documentation et les publications officielles dont les rapports du Conseil national économique et social et l'office national de la statistique. Les partis politiques, les syndicats et les associations sont à l'origine d'une documentation irrégulière. Enfin, les ouvrages publiés par des hommes politiques et des intellectuels fournissent des points de vue utiles.

— **Sur le comparatisme, l'histoire et la naissance des intellectuels, voir la bibliographie citée dans :**

Charle, Ch., 1996 et 2001, *Les intellectuels en Europe au 19^e siècle. Essai d'histoire comparée*, Paris, Le Seuil.

Charle, Ch., 1990, *Naissance des « intellectuels »*, Paris, Éd de Minuit.

Trebish, M., Granjon, M.C., 1998, *Pour une histoire comparée des intellectuels*, Paris, Complexe.

— **Sur l'internationalisation des sciences sociales, se reporter à :**

Bourdieu, P., 2002, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *ARSS*, n°145, décembre.

Fournier, M., Gringas, Y., Mathurin, C., 1988, « L'évaluation par les pairs et la définition légitime de la recherche », *ARSS*, n° 74, septembre.

Gringas, Y., 2002, « Les formes spécifiques de l'internationalisation du champ scientifique », *ARSS*, n° 141-142, mars.

— **L'histoire culturelle et intellectuelle de l'Algérie et du Maghreb est abordée dans les ouvrages suivants :**

Actes du colloque de Rabat organisé par le Conseil national de la culture arabe. L'intellectuel arabe. Son rôle et sa relation au pouvoir et à la société, 1985, Rabat (en langue arabe).

- Arkoun, M., « Quelques tâches de l'intellectuel musulman aujourd'hui », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 37, pp. 1-35.
- Arkoun, M., 1973, *La pensée arabe*, Paris, PUF.
- Ben Cheneb, S., 1956, « Quelques historiens algériens modernes de l'Algérie », *Revue africaine*, pp. 475-499.
- Bennabi, M., 1949, *Les conditions de la renaissance algérienne. Le problème d'une civilisation*, Alger, Ennahda.
- Berque, J., 1982, *Ulemas, fondateurs insurgés du Maghreb*, Paris, Sinbad.
- Berque, J., 1958, *Al Yousi : problèmes de la culture marocaine au 17e siècle*, La Haye, Mouton.
- Bichri, T.al, 1986, *Les intellectuels et le pouvoir, Syrie, Égypte, Tunisie, Algérie*, Le Caire, CEDEJ.
- Brett, M., 1980, « Mufti, Murabit, Marabout and Mahdi : Four Types in the Islamic History of North Africa », *ROMM*, 29, pp.5-15.
- Brondino, M. et Lebib, T., (sld : 1994), *Gramsci dans le monde arabe*, Tunis, Alif.
- Cheurfi, A., 1996, *Mémoire algérienne. Dictionnaire biographique*, Alger, Dahlab.
- Collectif, 1988, *Lettrés, militants et intellectuels en Algérie (1880-1950)*, Alger, OPU.
- Collectif, 1993, *Penseurs maghrébins contemporains*, Tunis, Cérès-Production.
- Colloque de l'Association arabe, Beyrouth, Dar al Kitab, 1989.
- Delanoue, G., 1980, « Moralistes et politiques musulmans dans l'Égypte du 19e siècle (1798-1882) », Service des thèses, Université de Lille III.
- Djait, H., 1978, *L'Europe et l'Islam*, Paris, Le Seuil.
- Djait, H., 1988, « L'historien n'est pas un amateur » dans R Rémond (s.d.), *Être historien aujourd'hui*, Paris, UNESCO-Ecrès.
- Durandin, C., sd., (Textes réunis par). « L'engagement des intellectuels à l'Est ». Mémoires et analyses de Roumanie et de Hongrie.
- Gadant, M., 1995, *Parcours d'une intellectuelle en Algérie. Nationalisme et anti-colonialisme dans les sciences sociales*, Paris, L'Harmattan.
- Hussein, M., 1989, *Versant sud de la liberté*, Paris, La Découverte.
- Kadri, A., s.d., 1999, *Parcours d'intellectuels maghrébins*, Paris, Karthala-IMA ; notamment les deux contributions de Marzouki, I., « Intellectuels ou recrues ? » et de Saâf, A., « Des intellectuels 'indépendants' au Maroc ».
- Kadri, A., s.d., 1999, *Parcours d'intellectuels maghrébins*, Paris, Karthala-IMA ; notamment les deux contributions de Marzouki, I., « Intellectuels ou recrues ? » et de Saâf, A., « Des intellectuels 'indépendants' au Maroc ».
- Kagarlistski, B., 1993, *Les intellectuels et l'Etat soviétique : de 1917 à nos jours*, Paris, PUF.
- Keddie, N. R., 1972, « Intellectuals in the Modern Middle East: A Brief Historical Consideration », *Deadalus*, 101, 3, pp. 39-58.
- Kepel, G., 1990, *Intellectuels et militants de l'Islam contemporain*, Paris, Le Seuil.
- Khatib, A., 1985, *L'association des Ulema et son rôle réformateur en Algérie* (en langue arabe), Alger, ENAL.
- Khawam, R., 1986 (traduction par), *Le pouvoir et les intellectuels ou les aventures de Kalila et Dimma*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Khelfaoui, H., 2003, « Le champ universitaire algérien entre pouvoirs politiques et champ économique », *ARSS*, n° 148.
- Krichen, A., 1986, *La fracture de l'intelligentsia – Problèmes de la langue et de la culture nationale en Tunisie au temps présent*, Paris, CNRS.

- Labdaoui, A., 1993, *Les nouveaux intellectuels arabes*, Paris, l'Harmattan.
- Labdaoui, A., 1996, *Intellectuels d'Orient. Intellectuels d'Occident*, Paris, L'Harmattan.
- Lacheraf, M., 1989, « Les intellectuels, la politique et le pouvoir. Généralités et cas spécifique des pays du tiers monde et en Algérie » in *Algérie et tiers monde. Agressions, résistances et solidarités intercontinentales*, Alger, Bouchène, pp. 207-227 ?
- Lacheraf, M., 1991, *Littérature de combat. Essai d'introduction : études et préfaces*, Alger, Bouchène.
- Leimdorfer, F., 1992, *Discours académique et colonisation. Thèmes de recherche sur l'Algérie pendant la période coloniale*, Paris, Publisud.
- Les clercs de la nation. *Intellectuels, État et société au Mexique au XXe siècle*, 1992, Paris, l'Harmattan.
- Malek, R., 1991, *Tradition et révolution. Le véritable en jeu*, Alger Bouchène.
- Mazouni, A., 1969, *Culture et enseignement en Algérie et au Maghreb*, Paris, Maspéro.
- Mazouni, A., 2003, « Les enseignants universitaires algériens : conditions, attitudes et pratiques professionnelles », Cahiers du CREAD, n° 62-63.
- Mazouni, A., 2003, « Les enseignants universitaires algériens : conditions, attitudes et pratiques professionnelles », Cahiers du CREAD, n° 62-63.
- Milson, M., 1972, « Medieval and Modern Intellectual Tradition in the Arab World », *Daedalus*, 101, 3, pp. 17-38.
- Pécaut, D., 1989, *Entre le peuple et la nation. Les intellectuels et la politique au Brésil*, Paris, Éd de la MSH.
- Pervillé, G., 1984, *Les étudiants algériens de l'Université française*, Paris, CNRS.
- Said, E. W., 1996, *Des intellectuels et du pouvoir*, Paris, Le Seuil.
- Ségal, S., 1996, *Le rôle politique des intellectuels en Amérique latine. La dérive des intellectuels argentins*, Paris, L'Harmattan.
- Shivji, I., 1988, « Reflections on Intellectuals in Africa », *SAPEM*, n° 5.
- Taleb Ibrahim, A., 1974, *De la décolonisation à la révolution culturelle*, Alger, SNED, 1973 ; A. Laroui, *La crise des intellectuels arabes*, Paris, Maspéro.
- Urvoy, D., 1976, « La structuration du monde des ulémas à Bougie au VII -XIII siècles », *Studia Islamica*, 43, pp87-108.
- Zang Lun, 2003, « L'intellectuel, le pouvoir et l'idée de démocratie en Chine », *Arch Europe de sociologie*, n° 1.
- Zghal, M., 1996, *Gardiens de l'Islam. Les oulémas d'Al-Azhar dans l'Égypte contemporaine*, Paris, Presse de la FNSP.